

affirmer que le Canada doit retrouver sa juste part des échanges internationaux. Pour ce faire, nous devons examiner sans tarder certains problèmes que j'ai abordés aujourd'hui.

**Des voix:** Bravo!

**Le président suppléant (M. Corbin):** Passons aux questions, commentaires, débat.

**M. David Kilgour (Edmonton-Strathcona):** Monsieur le Président, c'est avec plaisir que je participe à ce débat extrêmement important pour les Canadiens. Nous avons actuellement au moins 1.3 million de chômeurs, surtout des jeunes. Chaque fois que je vais dans ma circonscription, des gens de tous âges me disent avoir perdu leur emploi. Je pense notamment à un homme qui m'a dit récemment s'être retrouvé en chômage après 25 ans de loyaux services. Je pense à des jeunes qui se plaignent de ne pas pouvoir trouver un premier emploi. Comme chacun le sait, tous les Canadiens de toutes les allégeances politiques et de toutes les régions du pays considèrent le chômage comme un fléau inacceptable.

Mes propos de ce soir m'ont été surtout inspirés par ces paroles de Jean Monnet, père de la Communauté européenne, qui a dit:

Si un gouvernement élu librement établit un plan à la fois clair et simple, un peuple libre peut immédiatement s'y ajuster. Les industriels peuvent planifier des investissements, les travailleurs planifier des économies, les commerçants planifier leurs stocks et les agriculteurs planifier leurs cultures.

Je souhaiterais que ces mots puissent être affichés sur les murs de la Chambre, afin que nous puissions tous les lire chaque jour de la semaine. Je pense que M. Monnet a énoncé là une vérité que nous devrions avoir toujours présente à l'esprit.

Evidemment, il est vrai que de nouvelles exportations d'une valeur de 1 milliard de dollars permettent de créer environ 40,000 emplois. De toute évidence, chaque fois que vous augmentez de 1 milliard la valeur des exportations, vous créez 40,000 emplois de plus. Le reproche le plus virulent qu'on puisse adresser au gouvernement, c'est que, depuis quelques années, il a intentionnellement créé du chômage pour combattre l'inflation. Il aurait pu faire quelque chose pour s'attaquer à l'inflation, mais 1.3 million ou même plus de Canadiens et leurs familles ont dû faire les frais d'une politique visant à combattre l'inflation et à aggraver le chômage.

● (1540)

Je sais que la critique est aisée. Ce projet de loi demande les moyens d'appliquer la solution que nous proposons. L'année dernière, le Pr Thibaut de Saint-Phalle a écrit un livre intitulé «Le Commerce, l'inflation et le dollar». Tout le monde aurait avantage à lire cet ouvrage. Je parle en mon nom personnel et non pas au nom de l'opposition officielle, quand je dis que certaines de ses suggestions pourraient s'appliquer au Canada, au gouvernement et à tous les Canadiens. Même si nous sommes un des pays les plus favorisés au monde, le Canada a désespérément besoin de renouveler son énergie et son enthousiasme.

### *Expansion des exportations—Loi*

Que peuvent faire le gouvernement actuel et le prochain gouvernement pour aider le Canada à accroître ses exportations? Voici certaines des mesures qui pourraient être prises. D'abord, nous pourrions chercher davantage à renforcer le système monétaire international. Ensuite, nous devrions chercher davantage à réagir aux barrières commerciales érigées par d'autres pays. Enfin, nous pourrions en matière d'exportation mettre au point une politique nationale claire et nette. Nos vis-à-vis diront sans doute qu'ils en ont annoncé une il y a quelques jours à peine. Une conférence de presse a présentement lieu de l'autre côté de la rue avec les ministres du commerce de l'OCDE, des États-Unis, du Japon et du Canada.

Je reviens de nouveau aux paroles de M. Monnet. Comment un chef d'entreprise peut-il envisager de prendre de l'expansion, de construire une usine ou autre chose, alors qu'il y a six mois seulement, la troisième option—à savoir nous soustraire à la dépendance vis-à-vis des États-Unis et accroître à cette fin nos relations multilatérales avec d'autres pays—c'est-à-dire un commerce accru avec les États-Unis et une collaboration économique plus étroite avec les États-Unis, était en quelque sorte inacceptable moralement pour les Canadiens? Il est vrai que la politique commerciale que le gouvernement a récemment annoncée laisse supposer une collaboration sectorielle plus étroite avec les États-Unis.

Ce que je veux dire, c'est que nous ne pouvons adopter une politique énergétique nationale qui aille carrément à l'encontre des intérêts de notre principal partenaire commercial, et d'autres mesures comme l'AEIE, qui donne à entendre aux États-Unis qu'ils ne sont pas les bienvenus au Canada, que nous voulons diminuer plutôt que renforcer nos liens économiques avec ce pays, pour dire ensuite comme nous l'avons fait il y a six semaines: «Presto, Eureka, nous voilà maintenant convertis; nous voulons une plus grande reconnaissance de la géographie de nos deux pays, une plus grande reconnaissance de notre besoin d'un libre-échange sectoriel avec les États-Unis». Ce sont ces hésitations, ces tergiversations et ces volte-face qui ont aggravé plusieurs de nos problèmes économiques.

Le ministre d'État aux Relations extérieures (M. Pepin) a déclaré aujourd'hui à la période des questions que notre performance en matière d'investissements n'était pas bonne. C'est là l'euphémisme de la semaine. On ne peut créer d'emplois permanents sans accroître les investissements. Les emplois sont dans une large mesure fonction des investissements. En déposant ses économies dans un compte d'épargne à la banque, on crée moins d'emplois qu'en agrandissant sa maison, en lançant une petite entreprise laitière ou quelque chose du genre. Voilà comment on créera des emplois à long terme au Canada. Si les investisseurs n'ont pas cette confiance indispensable, les possibilités d'emploi dont le Canada a besoin ne se présenteront pas. Je suppose que je ferais mieux de dire quelques mots au sujet du projet de loi.

**Le président suppléant (M. Corbin):** A l'ordre. J'allais justement parler de la question de pertinence. Il y a pertinence et pertinence. Le terme englobe bien des choses. Le député a fait valoir son point. Maintenant il devrait traiter du projet de loi.